

COLLOQUE
SOCIALISME DE L'AN 2000
Jeudi 21 Septembre 1989
de 18 heures à 22 heures

Elements d'intervention de Pierre Mauroy

Je salue tous les participants présents :

Je remercie Gérard Collomb.

UN MOUVEMENT SOCIAL SANS SYNDICALISME

L'avenir du syndicalisme français sera sans doute l'un des sujets de débat du prochain congrès socialiste. Les difficultés actuelles du syndicalisme dans notre pays : baisse des effectifs, constitution de plus en plus fréquente de coordinations en marge des syndicats inquiètent en effet les militants socialistes. D'où la référence de plus en plus fréquente chez les responsables socialistes à la nécessité d'un Epinay syndical qui, en permettant le rassemblement, serait porteur d'un dynamisme nouveau.

Il convient donc que du côté syndical soient clairement perçues les motivations qui sont celles des militants socialistes. Dans sa grande majorité le PS continue à se penser comme parti de transformation sociale. Or, la période 1981 - 1985 lui a fait redécouvrir une évidence qu'il avait peut-être perdu de vue lorsqu'il était dans l'opposition : il ne suffit pas de faire voter des lois pour transformer réellement la société.

L'absence d'un mouvement social organisé ne freine-t-il pas les réformes que nous voulons engager ?

A partir de là deux attitudes sont possibles : une intervention directe des socialistes dans l'entreprise par la constitution de groupes ou de sections d'entreprises. L'expérience a montré à la fois l'intérêt (source d'information essentielle pour le PS, capacité à faire débattre ensemble des militants d'origines syndicales diverses) mais aussi les limites d'une telle formule (difficulté entre autres à faire un partage exact entre activités à caractère syndical et activités de nature politique).

Ou bien, les socialistes s'engagent dans une démarche de dialogue et autant que possible de partenariat avec les organisations syndicales et notamment avec celles dont on sait qu'elles partagent avec nous des options essentielles, voire communes.

Faut-il préciser les modalités de telles relations entre le PS et les organisations syndicales ?

L'appartenance syndicale diverse de ses militants, les rapports de confiance qu'il entretient avec les responsables des centrales syndicales, autant de raisons et autant de facteurs qui peuvent permettre au PS de jouer un rôle positif à condition d'éviter les déclarations intempestives comme les immixtions abusives.

C'est au travers des prochaines étapes de l'action gouvernementale : problème des rémunérations dans la Fonction Publique, plan emploi, mesures pour réduire le travail précaire, préparation du budget, que doit pouvoir se lire la préoccupation des socialistes de constituer le mouvement syndical en partenaire puissant de la vie publique française.

Cinq ans après les lois Auroux, ne doit-on pas affirmer simplement mais fermement que le syndicat est la composante naturelle des entreprises.

Voilà déjà une première interrogation !

UNE POLITIQUE SOUS INFLUENCE MEDIATIQUE

Notre deuxième interrogation concerne les médias.

Les journalistes se sont toujours efforcés d'être les reflets de notre ^{époque} ~~temps~~, ~~de leur époque~~ ^{Témoin} ~~de leur temps~~ de leur temps, ils cherchent pourtant à anticiper les événements, mais ils sont avant tout les représentants de la société dominante.

Pour certains, les socialistes, il y a cinq ans se sont empêtrés dans une idéologie des années 60-70.

Ce sont d'ailleurs les mêmes, qui aujourd'hui arguent que l'idéologie fait cruellement défaut aux mêmes socialistes alors que le XXIème siècle s'annoncerait le siècle des idées.

Alors faut-il comme certains nous le suggèrent laisser l'opinion s'exprimer par le biais unique des médias ?

La relation entre la politique et les médias tend à exclure le partenaire essentiel de l'élus comme du journaliste : le citoyen.

A trop faire passer son message par le canal médiatique - et souvent uniquement par là - l'homme politique perd le contact direct

avec la nation - car ce que reçoit finalement le citoyen, ce n'est ni un projet concret ni une idée nouvelle, c'est un produit de marketing. Comment alors s'étonner que le désintérêt et l'abstention progressent dans l'opinion ?

La communication interactive serait donc une première réponse à la crise de représentation. Le citoyen serait à tout moment testé, sondé. Le panel représentatif des auditeurs et téléspectateurs donnerait instamment l'avis de ceux-ci.

A quoi bon voter ?

Bien sûr nous sommes dans la caricature.

A ce niveau de notre réflexion, l'homme politique et le journaliste sont concurrents.

Si gouverner, c'est communiquer et, chaque ministre cherche à communiquer, le journaliste peut raisonnablement penser que l'homme politique cherche à l'utiliser.

VERS LA FIN DES PARTIS POLITIQUES ?

La troisième interrogation concerne les partis.

Assistons-nous à la crise de la représentation ?

Les Partis, les Syndicats, les grandes Institutions seraient désertées. Comme je l'ai déjà dit dans un colloque précédent, je crois que la formule des clubs, des groupes de réflexion, à côté des structures traditionnelles, devrait permettre de constituer une communauté socialiste plus large autour du Parti Socialiste.

Je ferai d'ailleurs des propositions très prochainement sur ce sujet.

A côté des sections des fédérations qui sont les organismes de base du PS, je pense que les nouvelles générations (cadres, ingénieurs, enseignants, militants écologistes...) viendraient plus facilement à nous si des groupes d'experts décentralisés pouvaient les accueillir. Il y a une grande soif pour beaucoup d'entre eux de travailler collectivement sur les sujets les plus complexes.

Mais est-ce la seule réponse ?

Le mal n'est-il pas plus profond ?

Les Partis, les Syndicats ne subissent-ils pas l'usure propre à tous les organismes humains ?

Voilà la question !

xy
xy